

## INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

### Les mouchards dans les minitels

Finally il apparaît qu'il y avait trois mémoires dans le Minitel. La première une mémoire morte (ROM) ne contient que trois caractères « C, c, 5 », qui indiquent le constructeur de l'appareil et la version du logiciel utilisé. Ces informations inscrites une fois et pour toutes ne peuvent pas être modifiées. Jusqu'en 1983 cette mémoire contenait aussi un « identifiant » spécifique « nécessaire » pour suivre le comportement des utilisateurs dans le cadre de l'expérience de Velizy. Par contre l'usage prévu pour les deux mémoires vives est des plus flou.

Selon la DGT elles ne servent à rien. Une question : Si elle ne sert à rien, pourquoi les y avoir mises ? Selon « Que choisir » les deux mémoires vives et les deux piles au lithium qui les alimentent représentent un coût hors taxe de l'ordre de 100 Frs, soit 10 % du prix de revient du Minitel, multiplié par les trois millions de Minitel qui doivent être placés d'ici fin 1985, cela fait un joli paquet d'argent. La DGT avance des explications contournées. La première mémoire réservée à la DGT devait servir à facturer les consultations de l'annuaire électronique. Le projet n'aurait pas pu aboutir. L'autre mémoire à la disposition des services consultés et avec la possibilité de mise en fiche dénoncée par Que choisir supposait que les serveurs s'entendent sur un ou plusieurs codes d'identification. Or les serveurs n'ont pas réussi à se mettre d'accord, ruinant par là les visées policières de la DGT. Une fois n'est pas coutume la CNIL a pris l'affaire en main et a mené rondement l'affaire. Il est vrai qu'il en allait de l'avenir même du Minitel. Dix jours après avoir été saisie elle adressait une lettre de recommandation au Ministère des PTT. La CNIL qui s'accorde néanmoins un délai de réflexion considère que « la présence des mémoires vives dans le Minitel ne correspond à aucune utilisation actuellement nécessaire ».

Si « la réflexion de la CNIL se poursuit sur l'intérêt de conserver à l'avenir ces mémoires vives » elle souhaite par contre « que pour le parc existant, chaque utilisateur puisse avoir accès aux mémoires de son appareil par l'intermédiaire d'un service gratuit, permettant également d'effacer les informations qu'elles contiennent », on ne peut que dire bravo !

et poser la question à la CNIL de savoir pourquoi elle n'a pas adopté une même jurisprudence pour la carte à microprocesseur (CP8) qui contient elle aussi des zones de mémoire non accessibles au titulaire de la carte ? Resté à savoir enfin si le ministre des PTT aura envie d'appliquer les recommandations de la CNIL !

J.P.R.

## INITIATIVES

### Messe pour la technoscience au temple de la culture : Les Immatériaux

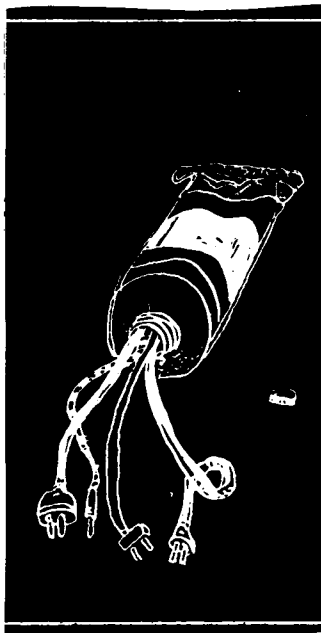
Indéniablement « les immatériaux » est une exposition bien faite, où l'on ne s'ennuie pas et qui donne à penser. Le visiteur est pris dans un bain de langage et d'images toujours changeant et souvent surprenant. On sort du Centre Pompidou la tête encore bourdonnante d'une foule de révélations sur la disparition des corps, des objets, des sujets, de la parole et l'on tâte avec anxiété son bras, les murs de la ville, pour vérifier qu'il ne s'agit pas là d'une illusion et que le monde ne s'est pas transformé entre temps en une gigantesque simulation sur ordinateur.

L'exposition est une espèce d'inventaire systématique de tout ce que la science, la technique et le cours des évolutions sociales de ces dernières années ont provoqué de décentrement et d'étrangeté par rapport au monde immédiat, naturel et traditionnel de l'homme ancien qui vit en chacun de nous. Tout y passe : informatique, bio-technologies matériaux de synthèse, physique nucléaire, dématérialisation de l'argent, techniques multiples de représentation et de codage, jusqu'aux « fast-food » et aux machines à dormir japonaises.

Les immatériaux célèbrent la perte de tout réel défini stable et identifiable, du principe d'incertitude d'Heisenberg à l'androgynie fondamentale des êtres humains. Dans l'univers qui nous est présenté là, il est désormais impossible de distinguer l'artificial du naturel, l'original de la copie, l'être de ses vêtements. Les objets se dissolvent dans la série emboîtée de toutes les échelles de représentations possibles. Des poèmes sans auteurs et sans destinataires viennent s'afficher automatiquement sur les écrans. L'essence naturelle de banane a une petite odeur de pourri tandis que l'arôme

artificiel vous fait monter l'eau à la bouche.

Aucun objet n'est offert à la contemplation pour sa beauté intrinsèque mais pour l'effet qu'il est censé produire sur notre vision du monde et de la société. Tout est fait pour transmettre au spectateur l'électrochoc de la (post)modernité. Si l'une des fonctions de



l'art est de changer notre regard et notre écoute par l'intermédiaire de la beauté, alors les immatériaux inaugurent une forme spéciale d'intervention qui n'aurait gardé de l'art que son efficacité. Le technocentrisme est à la fois dans l'objet et dans la démarche.

Le public est appelé à communier dans un grand « oui » à la dissolution de l'homme traditionnel et à l'éclatement des anciennes et peut-être de toutes les significations de la vie, par la technique magique et fascinante. On aboutit à une sorte de SICOB de luxe ou d'exposition universelle à laquelle aurait été accordée une dimension métaphysique.

A moins qu'il ne faille prendre l'exposition au deuxième degré et qu'une ironie grinçante ou désespérée ne soit à l'œuvre, ce qui ferait des immatériaux une manière d'énorme canular auquel notre élite culturelle ne serait (presque) toute laissée prendre.

Ulrich Tristan

### Rencontres de pratiques alternatives

Une rencontre des pratiques alternatives à eu lieu à la Pentecôte 1985 à l'appel d'un certain nombre de personnalités et d'animateurs de mouvements alternatifs Didier Anger, Jean Chesneau, Alain Bonnet, Gabriel Granier,

Felix Guattari, Alain Lipietz, Gérard Molina, Maurice Najman, Daniel Richter, Serge Volkoff etc. Cette rencontre visait à réunir ceux qui sont porteurs des valeurs nouvelles issues des mouvements de contestation des années 70 comme la démocratie de base, l'écologie, le féminisme, la libération des jeunes, l'autogestion, l'égalité entre français et étrangers, le droit de « vivre, travailler et décider au pays » etc. et dont les pratiques convergent dans les tentatives de « vivre autrement », en desserrant, autant que faire ce peut, les contraintes du système. Ils partagent une même approche des différentes dimensions de la crise à laquelle les pays industrialisés sont confrontés : **économique**, avec le chômage et le pillage du Tiers-monde, les productions inutiles et les conséquences des bouleversements technologiques sur le mode de production ; **écologique** avec le pillage des ressources naturelles et la destruction de l'environnement ; **militaire** avec le potentiel d'autodestruction de l'humanité et l'affrontement entre les blocs, mais aussi, **sociale, culturelle et politique**.

Le cloisonnement des mouvements alternatifs limite la portée de leur action, et freine le développement d'une dynamique alternative d'ensemble voisine de celle à l'œuvre dans d'autres pays européens. Pourtant même sous une forme plus ou moins directe, la question du passage d'une alternative sociale à une alternative politique n'est-elle pas posée dans nombre de ces mouvements ?

\* Pour tous renseignements : 99 rue des couronnes 75020 PARIS.

### L'ordinateur au secours de la Gauche

Une association composée de personnes qui ont joué avant 1981 un rôle important dans les débats sur les nouvelles technologies et l'informatique et qui depuis ont acquis des positions institutionnelles non négligeables : 86 Priorité à Gauche, se lance dans la campagne électorale. Une publicité pleine page dans le « Monde », « Nous n'avons pas vocation au débat d'idées, — déclarent-ils — nous prenons des initiatives, nous lançons des actions en toute indépendance ». Grand cross de la dernière ligne droite, gamme de produits « 86 » (disques, chemises, bijoux), mais aussi **service vidéotex** GAO (Gauche Assistée par Ordinateur). Ce service vidéotex — est-il précisé — associe une messagerie pour dialoguer, une banque des raisons de voter à Gauche, des boîtes aux lettres (envoyez un message au Prési-

dent, au Premier ministre etc.) on ne peut pas faire plus moderne.

**\* 86 Priorité à Gauche** Alain Barbanel 11 rue d'Etienne d'Orves, 94220 Charenton le Pont.

## Suisse : Le concept moderne

Dans un contexte de crise mondiale, les nouvelles technologies informatiques sont présentées comme étant la solution de sortie de la crise.

Il est vrai que tout le monde insiste sur le caractère révolutionnaire de l'informatique, sur les espoirs ou les angoisses qu'elle suscite et sur les modifications qu'elle introduit dans le travail, la gestion, la formation, le savoir-faire et finalement dans la société elle-même. Malgré tout le bruit qui accompagne son avènement, on peut s'étonner que bien peu d'efforts se soient portés sur l'évaluation de ce bouleversement et de sa réalité.

Il conviendrait donc d'analyser les réactions face aux nouvelles technologies informatiques sur le terrain de la pratique, de l'utilisation, du transfert de compétences et de la conception d'un projet social informatique.

Le concept moderne qui réunit un groupe de chercheurs de formation et d'horizon professionnel différents se propose, par une approche scientifique, de fournir des éléments de réponse à ces problèmes.

Le concept moderne produit donc des livres, des brochures, des articles et des traductions afin de créer un contexte favorable à des applications originales de ces nouvelles technologies informatiques au niveau régional.

Les membres de cette association à but non lucratif sont : Gianni Aprile, docteur ès sciences économiques et sociales ; Harold Blanchard, ingénieur physicien ; Xavier Comtesse, licencié ès mathématiques ; Philippe Cordey, docteur ès sciences économiques et sociales ; Gilles Falquet, licencié ès mathématiques et informatique ; Jacques Guyot, licencié ès informatique ; Gustave Moeckli, licencié ès lettres ; Luka Nerima, licencié ès informatique ; Gérald Pernet, licencié ès sciences commerciales ; Luigi Ribon, licencié ès informatique de gestion ; Yves Scheller, licencié ès lettres.

\* Case postale 106 — 1211 Genève 26 Suisse Tél 711 705 128 7927

## Experimentation sociale avec les personnes handicapées

Les tendances à mettre en œuvre

des outils de traitement de l'information de plus en plus « intelligents », puissants et autonomes, devant être maîtrisés par des non-informaticiens s'inscrivent dans le courant actuel de la recherche d'une alternative technologique à l'informatique lourde.

Les progrès technologiques des logiciels et des circuits intégrés permettent aujourd'hui l'utilisation d'outils de travail autonomes (connectables), par des utilisateurs non-informaticiens. Cette ouverture n'est possible qu'à condition que chacun reçoive avec l'outil une formation centrée sur ses activités, ses besoins, son mode de pensée, sa motivation. Dès aujourd'hui, les personnes handicapées devraient pouvoir se former à l'utilisation de petits systèmes de micro-informatique, à partir d'applications spécifiques (progrès, utilitaires). Ces opportunités offrent aux personnes handicapées désirant travailler ou changer d'emploi, des perspectives nouvelles de réinsertion profes-



sionnelle et sociale dans des activités de traitement de l'information.

En réfléchissant sur la façon de promouvoir les initiatives concrètes des personnes handicapées, l'équipe du Centre d'initiative des personnes handicapées cherche des réponses novatrices aux nouvelles interrogations que font naître les mutations technologiques :

— Quelles sont les actions concrètes à mener pour expérimenter ces nouveaux outils micro-informatiques, bureautiques, télématiques ?

— Quels outils, logiciels, réseaux, connexions sont accessibles financièrement et appropriables techniquement dans les domaines de l'économie sociale ?

— Quelles nouvelles attitudes pédagogiques et situations d'apprentissage à mettre en œuvre

autour de ces outils ?

— Quelles sont les nouvelles compétences à acquérir par les personnes handicapées qui soient monnayables sur le marché ordinaire du travail et compatibles avec leur handicap ?

— Comment développer de nouvelles initiatives qui ne soient pas entièrement soumises à la seule logique du développement technico-idéologique, mais qui prennent en compte aussi bien le développement de la personne ?

Le CIPH a commencé à mener deux actions concrètes d'appropriation des technologies :

1) actions pilotes de formation à la micro-informatique. L'objectif est de relier directement acquisition de compétences et création d'emploi pour les stagiaires eux-mêmes.

2) Un Centre de Ressources Inter-handicap. Il s'agit de décloisonner les handicapés et de leur donner accès à tous les outils informa-

mars, ces quelques lignes frappées au coin du bon sens. Analyse impeccable, à laquelle il n'y a à ajouter !

IBM jette l'éponge. Exit junior. La toute puissance d'IBM, elle non plus, ne peut rien contre une évidence qui a reçu sur le coin de la gueule des centaines de millions de dollars de publicité pour tenter de démontrer le contraire : un micro-ordinateur familial ne sert la plupart du temps à rien. Une fois sorti des jeux vidéos, après avoir tenté d'informatiser la gestion ô combien complexe d'un budget familial, on revient à la case départ.

En l'état actuel des choses, le seul programme vraiment indispensable et malheureusement introuvable est bien celui capable de trouver des applications familiales à un ordinateur domestique. L'industrie de la micro-informatique a dépensé l'an dernier 1,350 milliard de dollars en publicité. Dans cette somme, la plus grande partie a servi à la promotion des micro-ordinateurs professionnels. Restent quelques centaines de millions de dollars investis dans la micro-informatique familiale. Ils n'ont, pas plus que les prophètes des lendemains qui basquent ou qui logiciellent, suffit : le public boude et les ventes ne sont pas ce qu'elles devraient être (...)

En fait et sans préjuger, faute de la moindre information, des intentions futures d'IBM en la matière, les avanies de la micro-informatique familiales sont révélatrices au moins d'une chose. Contrairement à une idée généralement répandue, l'informatique, omniprésente dans les utilisations professionnelles n'a pas réellement fait sa percée dans la société. Il est beaucoup plus facile de gérer l'évolution d'une technologie dans des applications professionnelles que dans le grand public. Si IBM a la réputation justifiée de parfaitement bien « coller » à sa clientèle traditionnelle, les entreprises, on peut se demander s'il en est de même avec le grand public. Comprendre comment le corps social digère l'informatique est pourtant très important pour les industriels. C'est au travers de nouvelles utilisations que vont s'ouvrir de nouveaux marchés. Mais plus encore, l'informatique n'a pas vocation à être une technologie marginale. Elle se présente souvent comme le pilier central de la société future. Jusqu'à présent, ni ses ingénieurs, ni ses hommes de marketing n'ont à l'évidence répondu à la première question : qu'est que je fais de mon ordinateur à la maison ?

\* CIPH 11 rue Clisson Paris 13<sup>e</sup> Tel (1) 582-95-13

## MICRO-INFORMATIQUE ET SOCIÉTÉ

### Micro-informatique familiale ?

A propos de l'échec du PC-Junior on pouvait lire sous la plume de Jean-Jacques Chiquelin du 22

### URSS l'informatique pour tous aussi !

Selon un communiqué du Polit-

buro du 28 mars Mikhail Gorbatchev a demandé que des « mesures immédiates soient prises pour assurer la Compétence informatique des élèves des écoles secondaires et développer une utilisation intensive de la technologie informatique dans les processus de formation » le communiqué poursuit que « le comité central du parti communiste et le gouvernement ont décidé qu'un cours de haut niveau sur les fondements de la science informatique et sur la technologie des ordinateurs serait introduit dès la prochaine rentrée scolaire. Les stages de formation pour les enseignants ont déjà commencé », il est enfin déclaré « que la maîtrise de la technologie des ordinateurs, par les jeunes, est un facteur essentiel pour l'accélération du progrès scientifique et technique du pays ». Le président de l'Académie des sciences Anatoli P. Alexandrov a comparé les efforts pour maîtriser la culture informatique aux campagnes qui avaient été menées au lendemain de la révolution d'octobre pour éliminer l'analphabétisme, rien de moins.

## L'impérialisme technologique

Le COCOM organisme officieux de « Coordination des exportations technologiques avancées » vers les pays « à régime communiste » a décidé en juillet 1984 de placer sous embargo total les exportations « vers les pays à régime communiste » les produits suivants : ordinateurs d'une capacité supérieure ou égale à 16 bits et les mémoires de plus de 128 k, les logiciels susceptibles d'utilisation militaire et les équipements sophistiqués de télécommunication ». Mais ce contrôle des exportations d'informatique ne se limite pas aux pays qui participent au COCOM (membres de l'OTAN moins l'Espagne et l'Islande et plus le Japon), les USA ont placé une douzaine de pays sous surveillance parmi lesquels figuraient (la liste de ces pays dont certains sont particulièrement anti-communistes est tenue secrète) la Suisse, l'Autriche, la Finlande, l'Espagne, le Lichtenstein, Monaco, St Marin, l'Inde, Hong Kong, Singapour, l'Afrique du Sud, la Corée du Sud, Taiwan etc. En vertu d'une réglementation datant du début 1984, le président Reagan a accordé au département de la Défense le droit de contrôler spécialement les exportations de technologie vers ces 12 pays pour les produits suivants : ordinateurs, circuits intégrés, lasers, équipements pour la reproduction de semi-conducteurs, instrument de mesure, technologie du silicium etc. D'autres pays comme la Suède non membres du COCOM, font l'objet d'une

surveillance par le simple fait que les procédés utilisés font appel à des licences américaines. C'est ainsi que les exportations de produits informatiques français, fabriqués en France par le champion National, Bull (DPS 7, SPS 7 etc.) relèvent aussi des autorisations données par le COCOM. Voilà à quoi mène la dépendance technologique... Surtout qu'il se dit que les USA mènent, habilement, considérations commerciales et considérations stratégiques, pour autoriser ou interdire ces exportations.

E.B

## BREVES

### Le CIII intervient, prend la parole, communique...

15 décembre Guy Lacroix intervient dans un Stage de la Fédération française des MJC.



16 janvier Eric Braine participe à l'émission de J. Pradel sur France Inter : *informatique/Informatoc* ? Jacques Maisonneuve donne le point de vue du CIII sur le Centre Mondial, à 0/1 Hebdo.

4 février Terminal intervient sur Radio Libertaire.

7 février et 14 mars Guy Lacroix représente le CIII au séminaire Stratégie de modernisation des activités tertiaires du CESTA.

1<sup>er</sup> mars le CIII anime en compagnie de J. Chesneaux le Forum « Modernité » d'Initiative 13

4 mars Eric Braine présente une communication sur la « déconcentration des entreprises par leur mise en réseau » lors d'une journée d'étude organisée par le Plan Urbain.

C'est un texte de Pierre Levy « Contribution au débat sur éthique et société » paru dans *Esprit* de janvier) qui a été présenté au nom du CIII lors de la Conférence mondiale des revues de critique

de la science qui a lieu à Londres pendant les vacances de Paques.

## Cassie

La compagnie d'assistance informatique de l'enseignement organise des stages d'ÉAO et de langage auteur arlequin à Paris les 17 et 18 juin.

Cassie 113 rue Jean Marin 92220 Bagneux. Tél 664.10.04

## Métropolis

Le film montre que la modernisation a des inconvénients : le robot peut faire le contraire de ce qu'on lui demande et les ouvriers poussés par le robot détruisent les machines, détruisent aussi leur propre ville et mettent en danger leurs enfants, et des avantages : les machines aident les hommes à travailler ; si il n'y avait pas les machines les ouvriers devraient tout faire à la main et travailleraient dix fois plus et encore plus dur. Dans ce film il y a beaucoup de scènes religieuses comme quand le fils du maître de la cité tourne les aiguilles de la pendule, on a l'impression de voir Jésus abandonné sur la croix par son père ; à la fin quand on brûle le robot cela nous rappelle Jeanne d'Arc et quand il y a l'inondation cela nous fait penser au déluge avec Noé. *Metropolis* part de l'idée de « La Tour de Babel » : il y a ceux qui dirigent ou conçoivent et ceux qui construisent, ils ne s'entendent pas et le fils du maître de la cité veut les réconcilier.

Barbara Thompson  
11 ans

## X 2000

Le centre des Corolles organise des stages : initiation informatique, initiation basico logo, perfectionnement, télématique, fichiers, création delogiciels. Durée : sur trois jours ou en soirée, 400 frs pour les stages d'initiation, 800 frs pour les stages de perfectionnement.

\* Centre X 2000 les Corolles 13 places des Corolles 92000 La Défense. Tél 16 (1) 773 64 07

## Tsukuba expo 85

Les sondages réalisés ont fait apparaître un engouement modéré du public pour Tsukuba 85. Peut-être, comme l'écrivait un journal japonais, les gens perçoivent-ils l'exposition scientifique comme un terrain d'affrontement pour les fabricants (japonais) de haute technologie. Peut-être certains commencent-ils, justement, à être saturés d'un environnement

publicitaire qui vante du matin au soir les merveilles de la robotique et de l'électronique.

Le Monde 17-18 mars 1985

## Découvrir les sciences et les techniques

Les assises internationales de l'Animation Scientifique et technique pour les jeunes auront lieu à Toulouse du 9 au 15 septembre 1985. Elles permettront selon « la lettre de Matignon » à plus de 500 jeunes venus d'une quarantaine de pays de se découvrir mutuellement autour des deux thèmes de ce rassemblement : « Découvrir les sciences en les pratiquant. Echanger pour mieux coopérer »

## REVUE DES LIVRES

### Communication et médias

Le Centre de documentation de l'Institut français de la presse et celui du Carrefour international des communications ont conjugué leurs efforts pour élaborer un répertoire des sources d'information et de documentation disponibles en France, concernant la presse écrite et audio-viduelle, à laquelle vient désormais s'ajouter la télématique. Ce guide regroupe des informations jusque-là dispersées dans des fichiers seulement accessibles aux professionnels et documentalistes.

L'ouvrage s'organise autour de deux grandes rubriques : Médias écrit (livres, presse écrite, arts et industries graphiques), et Médias audiovisuels télécommunications (radio, télévision-vidéo-cable, télématique, photo-cinéma). Il s'y ajoute une rubrique de généralités sur la communication, un tableau des filières de formation au journalisme, publicité, audiovisuel, arts graphiques. Un panorama succinct des structures publiques et para-publiques de la communication en France et un recensement des sources et organisations internationales aux activités desquelles la France participe. Est en projet une édition télématique de ce guide, encore imparfait, mais qui va vite s'avérer un outil indispensable à tous les banchés.

G.L.

\* Christine Leteinturier, Brigitte Tallon, « Le guide des sources et ressources communication et médias » 140 p. 130 F. Ed. Car-

refour international de la communication, 1 Parvis de La Défense 92090 Paris La Défense Cedex 41 (Tel (1) 778.13.33.)

## Vivre l'Informatique

L'auteur qui représente l'UCC-CFDT au Conseil économique et social a été responsable d'un rapport du CES sur « L'avenir de la robotique ». Il se propose par ce livre, d'apporter aux lecteurs les connaissances techniques nécessaires à l'analyse des enjeux économiques, culturels, sociaux et industriels liés au développement de l'informatique. L'ouvrage s'adresse aux salariés et à leurs représentants mais aussi... aux employeurs qui entendent être des acteurs conscients face à l'informatique dans leur travail et dans leur vie quotidienne. Il a pour ambition de permettre aux lecteurs assidus de participer aux négociations permanentes qui accompagnent l'implantation de l'informatique dans leurs entreprises et aussi de participer aux débats lancés sur l'informatisation de la société. Pour cela, « Vivre l'informatique » doit apporter la connaissance d'un certain vocabulaire technique, la possibilité de discuter des choix de matériel, de logiciel, d'organisation et des conditions de travail, la compréhension des enjeux de l'informatique qui permettent aux lecteurs de ne pas être démunis face aux experts et aux politiques informatiques qu'on tente de leur imposer.

On le voit ce livre est plus — bien que l'expression y soit employée — qu'un simple manuel d'initiation à l'informatique. Le plan suivi détaille d'abord les enjeux en indiquant les différentes utilisations de l'informatique : le mini, la micro, l'informatique industrielle ou de gestion, la bureautique, la robotique ainsi que l'informatique personnelle. La deuxième partie décrit les matériels (unité centrale, périphériques), les logiciels et l'état du marché de ces produits de même que l'organisation d'un traitement informatique en général. La troisième partie montre comment l'informatique se met en place dans les entreprises, les différentes phases, les options possibles, la manière de peser sur les choix au cours des étapes successives d'une automatisations. Je retiens de ce livre des aspects positifs. Le premier des cinq chapitres est clair. Il détaille et explique le vocabulaire informatique : CAO, télématique, différents types d'ordinateurs. Le tout est illustré de schémas, de photos, de tableaux statistiques très éclairants. Après cela se complique un peu dans la partie matériel et logiciel. Puis le texte redevient simple et intéressant sur les notions de fichiers. Le livre comprend une grille d'ana-

lyse de l'impact des systèmes informatiques. Il aborde la question du fichage et reprend les tract de la CFDT « Homo informaticus » sur l'informatique et les libertés, le texte du protocole d'accord dans les banques entre patronat et syndicats à propos du travail sur écran. Il rappelle les bases juridiques sur lesquelles les salariés peuvent s'appuyer pour intervenir au cours d'une informatisation (rôle du comité d'entreprise à travers les lois Auroux par exemple). En revanche, quelques affirmations m'ont surpris comme nous l'avons vu tout au long du livre qu'il n'y avait pas de déterminisme de la technologie : les mêmes matériels ne produisant pas les mêmes effets, selon le type de système d'organisation mis en place. Certes, la qualification, l'intérêt du travail, sa division ou sa recomposition peuvent varier avec un même matériel. Cela est bien mon-

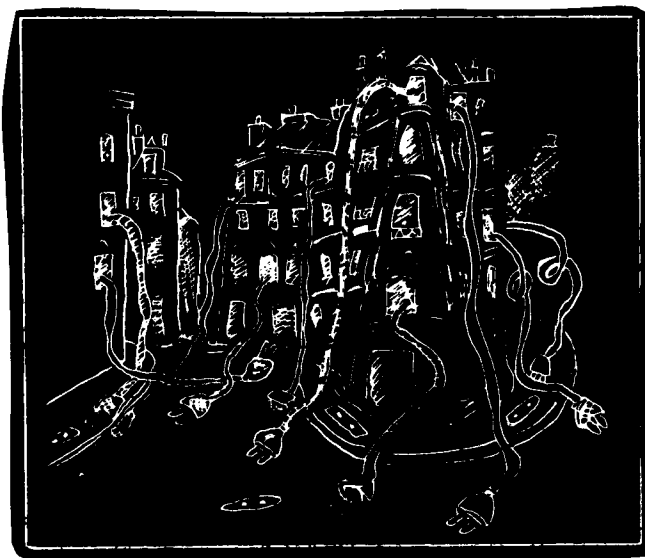
toutes les évolutions comme possibles. Cela étant, « Vivre l'informatique » est un livre très complet. Utile pour les salariés non informaticiens qui ne veulent pas subir l'informatique. Ceux-ci ont intérêt même parfois à se faire commenter certains passages complexes par des syndiqués informaticiens. Il y a beaucoup de références et d'illustrations concrètes. Il est intéressant comme base de discussion collective et à ce titre est à sa place dans les bibliothèques des comités d'entreprises et des centres documentaires.

P. Benoit

\* « Vivre l'Informatique », Yves Lafargues. Les Editions d'Organisation.

## L'ordinateur pour tous

Journal de l'association « l'Ordi-



tré. Mais je ne ressens pas que les enjeux sont présentés comme une lutte entre les travailleurs et le patronat mais comme un problème de société, d'avenir économique qui dépasse la lutte des classes. Le plan informatique vaut autant comme un outil de bonne gestion que comme une base de réflexion des salariés. Je ne reconnais plus là, la CFDT des « Dégâts du progrès » qui se voulait critique par rapport aux nouvelles technologies. J'y vois plutôt une CFDT « moderne » qui les accepte comme des données qu'il s'agit de négocier. La présentation d'un rapport demandé par le CNPF « Sur l'informatisation dans les entreprises françaises dans les années 80 » s'inscrit dans cette optique. La conclusion : « nécessité de la participation » (« la participation : une nécessité économique et sociale ») relève de la même démarche. La courte partie « Informatique, productivité et emploi » (deux pages) se veut rassurante en présentant

nateur pour tous » — Public Interest Computer Association — Pica — (122 Maryland Ave Ne Washington DC 20002 USA Tél (202) 544-4171), Nexus s'intéresse aux conséquences de l'informatique sur la vie sociale, mais aussi aux besoins des associations et des groupes bénévoles dans ce domaine. Le n° 4/1984 comprend un long entretien avec Joseph Weizenbaum qui répond point par point au livre de Feigenbaum et Mc Corduck sur la cinquième génération (cf Terminal 19/20 p 74). Trois autres articles retiennent l'intérêt. Le compte rendu de la brochure désormais classique de Steve Johnson : « Information and communication for the community » donne lieu à un débat serré sur l'entrée des groupes de base (maîtrisant les technologies de l'information) dans l'économie souterraine (« cottage industry ») en s'appuyant tout à la fois sur la dissolution du droit du travail et sur le contrôle par les habitants

d'une région, de leurs ressources informationnelles. Le rédacteur de Nexus voit dans ce nouveau localisme des risques de néoféodalisme sources de repli et de nouvelles discriminations. Artur Fink s'intéresse à l'informatique appropriée : c'est à dire aux règles à respecter pour éviter les applications bancaires :  
— Planification du travail et identification des buts visés,  
— Explication de la nature du problème à résoudre.  
— Compréhension des limites de l'ordinateur,  
— Identification de la partie du problème modélisée par l'informatique et de celle qui ne l'est pas. Le dernier article traite de l'emploi et des métiers : les jobs « High Tech » seront peu nombreux et il n'est pas certain qu'il parviennent à se valoriser autant que les professions libérales d'entant (juristes et médecins). Quant aux produits à forte valeur ajoutée leur production sera bientôt fortement automatisée. La solution pour Michael Goldhaber semble être un changement dans la façon de considérer le travail comme une valeur d'accomplissement personnel pour se tourner avec l'informatique vers des activités artistiques ou scientifiques. PICA offre un mélange curieux (très libre) entre les vieilles recettes du management professionnel et l'aspiration à une mutation culturelle et sociale. L'association s'occupe tout à la fois du travail sur écrans, de technologies et vie privée, d'applications de l'informatique dans les associations, du développement de réseaux de communication appropriés. Elle organise des séminaires et des stages de formation et met à la disposition de ses adhérents un centre de ressources et un club d'utilisateurs.

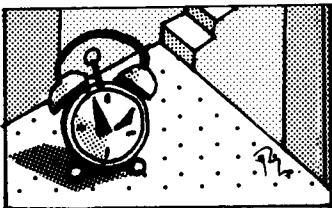
E.B.

## REVUE DES REVUES

« N'a-t-on pas chassé le mirage énergétique par le mirage technologique ? A quels besoins répond le développement des technologies de l'information ? » se demande Michel Godet dans un article très suggestif paru dans le N° de Futuribles, de novembre 1984. On a donné des explications énergétiques à la crise sans succès et aujourd'hui une autre explication fait recette, la crise comme transition entre deux vagues technologiques. Mais la diffusion des microprocesseurs n'empêche pas la chute des investissements productifs et de la productivité. Pour Michel Godet (nous lui laissons la

responsabilité de ses analyses) la crise résulte des obstacles sociaux (rigidité des structures politiques, juridiques, des mentalités et des comportements) obstacles organisationnels (centralisation gigantesque et complexité des grands systèmes) qui empêchent l'adaptabilité au technico-économique. Mais pourquoi réduire le changement social à l'adaptation de l'humain et du social au technique et à l'économique. La critique que fait Godet à la technologie (tout ce qui est technologiquement possible n'est pas socialement souhaitable) pourrait s'adresser aussi à l'économie telle qu'il la défend, pourquoi en effet mesurer la satisfaction des besoins humains et la diminution du travail nécessaire à la rentabilité du capital ?

E.B.



La revue l'Educateur fait de son N° 6 d'avril 1985 un « Spécial Télématique ». (35 francs port compris chez Alex Lafosse, Roc Bedière 24200 Sarlat).

On y trouvera, sous forme d'articles, de correspondances, de témoignages volontairement contrastés, l'écho de deux ans de réflexion tous azimuts autour du bulletin de la commission télématique de l'ICEM.

Quoi d'étonnant à ce que l'Ecole Moderne s'interroge ainsi sur l'introduction de la télématique auprès des jeunes ?

Ne parlait-on pas déjà de « Techniques Freinet » bien avant que la mode ne soit aux « Technologies Educatives » ?

Et la « Bibliothèque du travail » n'a-t-elle pas préfiguré les « Banques de données » ?

« La correspondance Inter-scolaire », les actuelles « télémessageries » ? « Cahiers de roulement » et « correspondance naturelle » le moderne « networking ». Et les « bandes enseignantes », les « didacticiels d'EAO » ? Et le journal scolaire son homologue électronique ?

Avec ce dossier vous suivrez la découverte tâtonnée par un groupe de camarades du merveilleux et effarant univers de la télématique...

Des instituteurs, des praticiens de la documentation ou de l'informatique, des universitaires, des enfants, des maitresses de maternelle etc. y ont collaboré.

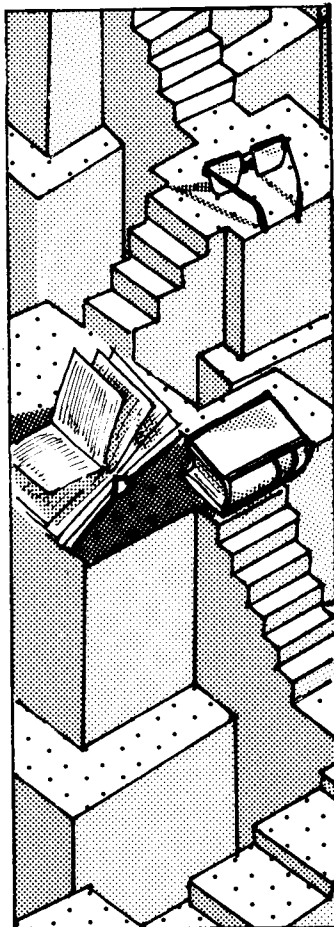
Ce N° spécial — bourré d'humour, ce qui ne gâte rien — sera pour vous l'occasion d'une première approche, nuancée et critique, des

problèmes qui se posent en ce domaine.

Et peut-être, à l'issue de cette lecture, aurez-vous envie de vous « brancher » sur un des projets « E.L.I.S.E. » ou « C.E.L.E.S.T.I.N. » (\*) de l'Ecole Moderne ?

\* E.L.I.S.E. Echanges et liaisons Informatiques au Service de l'Ecole.

C.E.L.E.S.T.I.N. Coopérative de l'Enseignement Laïc pour les Echanges Scolaires et la Télé-Information.



## Courrier des lecteurs

La CNIL a été correcte pour l'utilisation de l'identifiant INSEE par le fisc. Elle lui a interdit de s'en servir. Moyennant quoi le fisc a confectionné un identifiant spécifique pour le contribuable et le numéro INSEE devrait prochainement disparaître de la feuille d'impôt. Quant à l'identifiant du contribuable, je crois que « Terminal » n'a pas à dénoncer ce genre de fichage. Pour ma part, il me semble que la transparence des données financières et la chasse à la fraude fiscale ne sont pas des choses condamnables. On est loin ici de Safari et de Gamin. Parait-il que la décision de ne pas recourir au numéro INSEE pour le fisc a été obtenue de justesse.

André Malot, Nantes

## LE BILLET DE JEAN CHESNEAUX

Depuis des années, certaines Universités parisiennes sont habilitées à prendre en charge les étudiants « empêchés » — terme quasi-orwellien évoquant les « non-êtres » de la nov'langue, et qui désigne les détenus de Fresnes, Fleury-Mérogis et autres lieux. Ils passent les « UV », ils obtiennent DEUG, licence ou diplôme. Leur vie carcérale est moins vide, ils bénéficient de certaines remises de peine, leur réinsertion future peut être moins difficile.

Las ! L'ordinateur vient de passer par là... La gestion centrale des Universités (inscriptions, etc.) était déjà informatisée. Depuis cette année, c'est au tour de la gestion dite pédagogique dans les UER. L'ordinateur enregistre les options pédagogiques des étudiants en début d'année, et ses listings permettent aux enseignants d'organiser leur travail (effectifs des UV, groupes de travaux dirigés, etc.).

Pour les étudiants ordinaires, il y a déjà maints problèmes, notamment dans les sciences sociales. Dans telle Université, les « programmes » préparés par des mathématiciens-maison sont souvent bien mal adaptés aux secrétaires, dont l'expérience pratique est considérable, n'ont même pas été consultées. Ainsi, l'inscription des retardataires en cours d'année, facile sur les anciennes fiches manuelles, implique de laborieuses procédures séquentielles sur écran à partir des disquettes établies en septembre, avec risques d'erreurs. A terme, il n'est pas exclu que l'ordinateur, à mesure que son rôle deviendra plus serré et donc plus impérieux, remplace purement et simplement les « cas humains » (problèmes, difficultés familiales) que l'ancienne gestion manuelle permettait de régler en souplesse.

Mais pour les étudiants « empêchés » le mal est plus grand. La CNIL, avec raison, interdit que la mémoire informatique des Universités garde trace des séjours en prison, et qu'elle fasse ainsi une discrimination entre tel détenteur d'un même diplôme. Les « programmes » prévus pour informatiser les inscriptions pédagogiques ignorent donc cette « entrée ». Mais les enseignants qui dépendent de l'ordinateur pour connaître leurs étudiants et s'adapter à leurs besoins, doivent évidemment disposer de la liste des « empêchés », savoir quelles matières ils ont choisi, etc. Contradiction devant laquelle l'ordinateur est parfaitement impuissant. Avec les anciennes fiches manuelles, il était facile de remettre aux enseignants les noms des empêchés et leurs options. C'est qui ne sortait pas de l'UER et qui était éphémère. Aujourd'hui l'ordinateur ne « crache » que des listings muets sur ce point, par nécessité...

Finalement, c'est le principe même de l'informatisation qui est ici en cause. Il y a incompatibilité de nature entre la logique réductrice de l'ordinateur et la souplesse requise dans les rapports avec les « étudiants-empêchés ». Car l'ordinateur, dit Jacques Ellul, « hait le particulier et le différent »...